CESER
Conseil économique, social et environnemental régional

9 novembre 2026

Sur proposition de la commission Cohésion sociale, santé, culture et qualité de vie

Vœu du bureau du CESER
« Entendre et faire confiance aux jeunes en Bretagne ! »

Depuis plusieurs semaines, en Bretagne comme dans les autres régions françaises, ainsi qu'à l'échelle internationale, les lycéens et étudiants, dans la diversité des jeunesses[1], se mobilisent massivement, notamment pour demander de meilleures conditions d'étude et de vie quotidienne[2]. Dans un contexte de précarisation socio-économique affectant les jeunes et leurs familles, de « polycrise » et de transitions[3] fortement anxiogènes, ils expriment un sentiment de mépris, de la colère et de profondes inquiétudes pour leur avenir personnel – y compris en termes d'orientation, de formation et d'emploi [4] - mais aussi pour l'avenir de la société, de la démocratie et de la planète[5].

Le CESER observe que la très grande majorité des jeunes mobilisés manifeste dans l'espace public de manière libre, citoyenne, responsable, pacifique et non violente. Assemblée régionale représentant la pluralité de la société civile organisée, fondée sur le principe du dialogue dans le respect mutuel, il condamne toutes les formes de dégradations et de violences contre les personnes et les biens en Bretagne, d'où qu'elles viennent. Il s'inquiète particulièrement de celles commises dans les lycées, les autres établissements d'enseignement et, d'une manière générale, dans les lieux et équipements publics, sans oublier celles subies par les commerces et autres entreprises.

Le CESER dénonce tout amalgame entre jeunes manifestants, casseurs et pilleurs, dont l'effet est de détourner ou de disqualifier l'engagement collectif non violent, la capacité citoyenne, la valeur et la légitimité de la parole des jeunes dans l'espace public démocratique[6]. En effet, comme le rappelle le Défenseur des droits, *« il est impératif de concilier la sécurité avec la protection des droits et libertés des personnes, particulièrement lorsqu'il s'agit de mineurs*[7] *».* Le CESER refuse que l'engagement collectif des jeunes en Bretagne soit réduit à un problème exclusivement sécuritaire, alors qu'il a une dimension profondément sociale et politique, au sens *du* politique[8].

Le CESER, dans la continuité de ses travaux et avis sur les jeunes en Bretagne, soutient pleinement la liberté d'expression, le droit de manifestation et l'engagement collectif non violent des jeunes en Bretagne[9], y compris lorsqu'ils expriment du mécontentement, de la colère et de la révolte qui interpellent et dérangent les adultes ou l'ordre établi dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Le CESER regrette le manque d'écoute démocratique, d'anticipation et de dialogue avec les jeunes ayant mené à cet échec collectif. Il demande à tous les responsables de l'action publique en région, de l'Etat aux collectivités territoriales, de reconnaître la légitimité et la valeur de la parole des jeunes, leur capacité à penser, à s'exprimer et à agir librement dans une société démocratique, en protégeant leurs libertés et droits fondamentaux, incluant le respect de leur intégrité physique et psychique.

Pour ce faire, le CESER préconise de mobiliser rapidement les instances régionales de coordination de l'action publique pour et avec les jeunes en Bretagne, notamment la Conférence jeunesse, dans le contexte de révision du Plan breton de mobilisation pour les jeunesses. Il demande d'y associer le Conseil régional des jeunes. La Région Bretagne, cheffe de file de la politique jeunesse, dispose d'autres compétences qui sont autant de leviers pour répondre aux attentes des jeunes, en particulier sur le bâti scolaire des lycées. Pour ce faire, elle doit pouvoir trouver des ressources budgétaires plus adaptées pour préparer l'avenir.[10]

Le CESER souhaite que cette mobilisation collective régionale s'appuyant sur la société civile organisée dans toutes ses composantes – économique, sociale et environnementale – soit porteuse d'optimisme et d'espoir pour les jeunes en Bretagne.

Les jeunes, filles et garçons, sont une chance pour la Bretagne[11].

Ils sont l'avenir de la Bretagne, de la France, de l'Europe et de la planète.

Respectons leurs droits actuels et futurs ! Entendons-les ! Faisons leur confiance !

Adopté à l'unanimité

---

[1] Le Monde, entretien avec Fabien TRUONG, chercheur en sociologie, « La mobilisation du 17 octobre a montré la grande fragmentation des jeunesses dans les quartiers populaires », 24 octobre 2026

[2] CEPREMAP, « Ce que la colère des lycéens dit des colères françaises », enquête réalisée auprès de lycéens, avant et après le 17 octobre 2026

[3] CESER de Bretagne, « L'inaction n'est pas une option ! Lever les freins à la transition écologique en Bretagne », février 2026

[4] CESER de Bretagne, « Prospective du travail en Bretagne à l'horizon 2050 », mars 2026. L'étude « Intelligence artificielle : enjeux, incertitudes et perspectives pour les politiques de formation en Bretagne », adoptée en octobre 2026 mentionne que des travaux récents montrent que l'IA aurait un effet négatif sur l'emploi des jeunes en retardant leur entrée sur le marché du travail.

[5] Union syndicale lycéenne, Union nationale des étudiants de France, FAGE (...), Pétition « 10 mesures d'urgence pour la jeunesse », octobre 2026

[6] CESER de Bretagne, « Bienvenue dans les espaces publics en Bretagne ! », juin 2016

[7] Défenseur des droits, communiqué de presse du 10 octobre 2026 sur les mobilisations lycéennes ; voir aussi « Prendre en compte la parole de l'enfant : un droit pour l'enfant, un devoir pour l'adulte », 2020

[8] CESER de Bretagne, « Il faut toute une région pour favoriser le bien-être des jeunes en Bretagne – Promouvoir la santé mentale avec elles et avec eux », juin 2023 ; Le Monde, entretien avec la Docteure Laelia Benoit, pédopsychiatre et sociologue, «Les jeunes ne sont pas dupes des discriminations et du mépris que leur réserve la société », 7 octobre 2026[9] CESER de Bretagne, « Les univers soci@ux et culturels des jeunes en Bretagne », juillet 2011

[10] CESER de Bretagne, « Quelles ressources budgétaires régionales pour préparer l'avenir ? », octobre 2026

[11] CESER de Bretagne, « Avis sur le Plan breton de mobilisation pour les jeunesses : point d'étape », septembre 2019